

## Etude Pisa sur les résultats scolaires : cette autonomie qui manque à l'enseignement français pour redresser la barre



Les résultats de l'étude PISA seront publiés dans la journée par l'OCDE. Pierre Bentata a réalisé une étude pour l'institut économique Molinari, étude qui évalue le rapport entre les moyens mis en œuvre dans le système éducatif français, et les résultats scolaires et l'insertion professionnelle.

Avec Pierre  
Bentata

### **Atlantico : Vous évoquez l'inefficacité des dépenses d'éducation au regard du classement PISA. Compte tenu du résultat, qu'est-ce qui coûte plus cher en France que chez nos voisins européens ?**

**Pierre Bentata** : D'abord, l'administration qui représente une part non négligeable de la dépense d'éducation. Sur les 45 milliards d'euros alloués au primaire, 37,1 milliards sont destinés directement à l'enseignement, le reste représentant des frais annexes. Même chose pour le secondaire, avec 60 milliards d'euros, mais seulement 49,4 milliards pour l'enseignement. Le poids des dépenses de fonctionnement est très significatif.

Mais au-delà de cet aspect purement financier, l'inefficacité - certes relative - de notre système tient surtout au caractère centralisé de l'éducation nationale, qui rend difficile toute adaptation de l'enseignement aux spécificités des élèves, selon leur origine sociale, culturelle et géographique.

### **Vous estimez que la clé de l'efficacité est l'autonomie et la responsabilisation des enseignants et des établissements. Pourquoi ? Comment la mettre en œuvre ?**

C'est en effet l'une des principales découvertes de l'étude. Ce qui explique l'efficacité d'un système d'éducation - notamment lorsqu'on s'intéresse à l'enseignement des savoirs fondamentaux - tient principalement au degré d'autonomie des enseignants. En effet, dans les pays les plus efficaces, les enseignants ont une grande latitude dans le choix des méthodes d'enseignement et parfois même dans le choix des contenus. En contrepartie, ils sont mieux suivis, ayant souvent un mentor qui les accompagne pendant plusieurs années.

Concrètement, cette plus grande responsabilisation des enseignants leur permet d'adapter leurs cours en fonction des besoins et des capacités des élèves. Sur le plan social, le rôle de l'enseignant est davantage valorisé qu'il ne l'est en France. En conséquence, les meilleurs étudiants se tournent vers des carrières d'enseignants, ce qui n'est que rarement le cas en France.

Bien évidemment, pour pouvoir mettre cela en place en France, il faudrait aussi donner une très grande autonomie aux établissements, aussi bien dans le choix des recrutements que dans les modalités d'évaluation des enseignants. Et en parallèle, il

---

faudrait permettre aux parents d'élèves de choisir l'école de leurs enfants. Redonner de l'autonomie aux enseignants et revaloriser leur profession implique de responsabiliser davantage les établissements et les parents d'élèves.

**Vous évoquez également le manque de lien entre le monde professionnel et l'éducation nationale. Comment la France pourrait s'inspirer de ce qui se fait à l'étranger sur ce point ?**

Ce constat est mieux connu des études sur l'efficacité de l'éducation et de la formation. Les pays qui fonctionnent le mieux sont ceux dans lesquels les branches professionnelles sont invitées par les organismes de formation à définir les compétences clés et les savoirs nécessaires pour une insertion professionnelle efficace. Il ne s'agit pas de « privatiser » la formation, mais bien de permettre aux entreprises de faire part de leurs besoins et de bénéficier de leur expertise.

Dans le cas français, l'absence d'interactions entre la formation et le monde de l'entreprise se traduit par une très forte inadéquation des compétences. Notre marché du travail est l'un de ceux où il y a le plus de personnes exerçant des professions pour lesquelles elles n'ont reçues aucune formation.

Or, cette situation est pénalisante en termes de productivité mais aussi de motivation, car elle signifie que beaucoup d'actifs ont aujourd'hui un travail qui ne correspond pas à leur premier choix. Pour éviter cela, nous pourrions largement nous inspirer de l'organisation allemande favorisant la création de contenus de formation en collaboration avec les branches d'activités locales. Cette façon de faire a le double avantage d'adapter les formations aux besoins des entreprises et de renforcer l'attractivité des entreprises locales, dans un contexte de métropolisation et de désertification de certaines zones économiques.

**L'efficacité des dépenses d'éducation par pays est influencée par de nombreuses caractéristiques de la population concernée. Est-ce que le système français ne pâtit pas de réalités qui dépassent la question des moyens mis en oeuvre (inégalités sociales plus importantes, fractures territoriales, désresponsabilisation des parents, etc.) ? Peut-on tout demander à l'école ?**

Bien sûr, les difficultés ne s'expliquent pas uniquement par l'éducation et il ne s'agit pas de tout demander à l'école. En revanche, la fracture territoriale, tout comme le relatif désengagement des parents ne sont pas des spécificités françaises. Ce sont des phénomènes qui touchent toutes les économies développées et notamment les pays occidentaux. Et concernant la lutte contre les inégalités sociales, il s'agit justement de l'une des principales missions de l'école française. Aussi, considérer que les inégalités expliquent les défaillances de l'éducation nationale revient à considérer qu'elle a déjà failli.

Or, ce que montre l'étude est justement qu'il y a de l'espoir. Des améliorations sont possibles, à condition de prendre exemple sur ce qui fonctionne à l'étranger, au-delà de toute querelle idéologique et de tout dogme. C'est à ce prix que l'éducation nationale pourra à nouveau remplir ses deux missions fondamentales de "garantir un socle commun de connaissances, de compétences et de culture" et assurer "un avenir personnel et professionnel" pour "préparer à la citoyenneté".